

*Remise à la Cour suprême du
rapport sur la tentative de coup
d'État au Brésil*

Image not found or type unknown

La Havane, 28 janvier, (RHC)- L'intervenant fédéral à la Sécurité Publique du District Fédéral, Ricardo Cappelli, a remis ce vendredi au juge Alexandre de Moraes, de la Cour Suprême, un rapport sur les actes de coup d'état perpétrés à Brasilia le 8 janvier.

À cette date, des groupes de partisans extrémistes du président défait Jair Bolsonaro qui demandaient l'intervention des militaires, ont envahi et saccagé les sièges du Congrès national, du Tribunal suprême fédéral et de la présidence.

La prévision initiale était que le document serait remis la veille, mais, selon les conseillers de Cappelli, la date a été revue.

Selon Ricardo Cappelli, l'objectif est d'en savoir plus sur les attaques violentes contre le siège du Tribunal suprême. Les images publiées mercredi montrent, de manière plus détaillée, les pillages commis sur le site.

Lors de l'annonce mercredi du nom de Sandro Avelar comme nouveau secrétaire à la sécurité publique du DF, Ricardo Cappelli a commenté le contenu et a déclaré que la finalisation du texte appelle à la prudence.

"C'est l'excès de zèle, car il s'agit d'un rapport dans lequel nous essayons de répondre à certaines questions, à partir de la levée d'une série de documents que les gens doivent à la société et à l'histoire du Brésil", a-t-il déclaré.

Par conséquent, a-t-il réitéré, "c'est le zèle de faire attention à l'information, afin de pouvoir l'apporter de manière plus précise à la société. C'est notre responsabilité envers la société et l'histoire", a-t-il réaffirmé.

Un des points qui fait partie du document, anticipé par la chaîne de télévision GloboNews, est l'augmentation du nombre de personnes dans le camp des putschistes devant le siège de l'armée à Brasilia, quelques jours avant les attentats.

Selon le blog de la journaliste Andréia Sadi, le 6 janvier, environ 300 personnes se trouvaient dans le refuge. Un jour plus tard, le chiffre est passé à 3 800.

La police militaire du DF a maintenu peu d'hommes sur les lieux, n'a pas réussi à arrêter les terroristes et a été accusée d'omission.

Des œuvres d'art et des meubles ont été brisés dans le palais du Planalto, siège de l'exécutif, et la plénière du Tribunal suprême a été détruite.

Quelques heures après les événements, le président Luiz Inácio Lula da Silva a décrété une intervention fédérale pour prendre en charge la sécurité dans le district fédéral.

Alexandre De Moraes a ordonné la révocation du gouverneur du DF, Ibaneis Rocha, pour 90 jours, une décision confirmée ultérieurement par l'assemblée plénière de la cour supérieure.

À ce jour, un millier de personnes sont toujours en prison pour leur implication présumée dans ces crimes.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/311974-remise-a-la-cour-supreme-du-rapport-sur-la-tentative-de-coup-detat-au-bresil>



Radio Habana Cuba